



# ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

**GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL A/IHR/IGWG/2/INF.DOC./3  
SUR LA REVISION DU REGLEMENT  
SANITAIRE INTERNATIONAL**

**27 janvier 2005**

**Deuxième session**

**Point 2 de l'ordre du jour provisoire**

---

## **Examen et approbation des amendements proposés au Règlement sanitaire international**

### **Postes-frontières et moyens de transport terrestre dans le Règlement sanitaire international**

#### **Note du Secrétariat**

1. Lors de la première session du groupe de travail intergouvernemental sur la révision du Règlement sanitaire international en novembre 2004, les délégués ont fait des commentaires et proposé des textes concernant les dispositions applicables aux postes-frontières et aux moyens de transport terrestre (trains, camions, autobus et autres véhicules routiers). Certains Etats Membres ont demandé que le Règlement contienne des dispositions supplémentaires sur ces questions, concernant par exemple les capacités, les définitions et l'application de mesures sanitaires. Ils ont fait ces commentaires à propos des articles 18, 19, 23, 25 et d'un certain nombre d'articles encore, dont la plupart ont été examinés par le sous-groupe B. Les propositions d'amendements concernant les postes-frontières et les moyens de transport terrestre figurent à l'origine dans les documents de conférence établis par ce sous-groupe. La présente note donne un complément d'information sur le projet de révision soumis à la première session<sup>1</sup> et indique les dispositions supplémentaires qui figurent dans la proposition du Président<sup>2</sup> et les questions à examiner plus avant.

#### **DISPOSITIONS EXISTANTES**

2. Les postes-frontières et les moyens de transport terrestre sont déjà pris en considération dans de nombreuses dispositions du texte révisé reproduit (avec quelques révisions supplémentaires) dans la proposition du Président. La plupart de ces dispositions s'appliquent à tous les points d'entrée et à tous les moyens de transport terrestre.

---

<sup>1</sup> Document A/IHR/IGWG/3.

<sup>2</sup> Document A/IHR/IGWG/2/2.

3. **Postes-frontières et capacités.** Ainsi qu'il est stipulé à l'article 17.a) et à l'annexe 1B,<sup>1</sup> les principales capacités requises des aéroports, ports et postes-frontières désignés sont les mêmes pour tous les types de points d'entrée. (Comme il est indiqué plus loin, des critères spécifiques ont également été définis pour désigner des postes-frontières en application de l'article 19.) Dans l'annexe 1A (Principales capacités requises pour la surveillance et l'action), les dispositions relatives à l'utilisation des structures et ressources nationales existantes s'appliquent expressément aux postes-frontières ainsi qu'aux ports et aéroports. En outre, les capacités d'action prévues à l'annexe 1 en ce qui concerne les moyens de communication au niveau national avec les zones opérationnelles clés ont été revues et englobent désormais les postes-frontières comme les autres points d'entrée. Par ailleurs, les dispositions de l'annexe 2 relatives à la notification ne distinguent généralement pas les événements ou les risques concernant les moyens de transport de ceux qui concernent les différents types de points d'entrée.

4. **Application de mesures sanitaires.** Les Etats Membres ont des options et des obligations de caractère général en ce qui concerne l'application de mesures sanitaires (inspections et autres) et doivent respecter d'autres prescriptions s'appliquant à tous les types de points d'entrée et de moyens de transport. Les dispositions stipulent que les Etats Parties :

- a) peuvent exiger aux points d'entrée des inspections et l'application de mesures sanitaires appropriées, entre autres, à tous les types de moyens de transport, à l'arrivée ou au départ (article 21) ;
- b) peuvent appliquer des mesures sanitaires appropriées aux « moyens de transport affectés » de tous types (article 24) ;
- c) peuvent, au besoin, appliquer des mesures sanitaires supplémentaires, y compris aux moyens de transport de tous types (article 39) ;
- d) sont responsables, par l'intermédiaire de leurs autorités compétentes, des mesures sanitaires applicables, entre autres, à tous les types de moyens de transport et à tous les points d'entrée (article 20) ;
- e) ont des obligations concernant l'application de mesures sanitaires par les exploitants de tous types de moyens de transport (article 22) ;
- f) respectent les mêmes prescriptions d'ordre général, telles la transparence et l'absence de discrimination, quand ils appliquent les mesures sanitaires prévues par le Règlement (article 38) ;
- g) doivent fournir une documentation (aux points d'entrée) sur les mesures sanitaires appliquées aux moyens de transport, conteneurs ou cargaisons (annexe 4, paragraphe 4 et annexe 5, paragraphe 2) ;
- h) respectent des prescriptions concernant les droits perçus sur les mesures sanitaires applicables, entre autres, aux moyens de transport aux points d'entrée (article 36) ;

---

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, toutes les références renvoient à la proposition du Président (document A/IHR/IGWG/2/2).

- i) ont des obligations de santé publique concernant leurs moyens de transport militaires (article 44bis, anciennement article 46) ;
- j) peuvent recevoir des recommandations de l'OMS concernant les mesures sanitaires applicables aux moyens de transport (article 16) ; et
- k) doivent assurer la protection des « marchandises en transit », sauf exception, indépendamment du type de moyens de transport (article 29).

## NOUVELLES DISPOSITIONS

5. Suite aux commentaires des Etats Membres, des dispositions supplémentaires ont été rédigées sur ces points en complément des articles déjà mentionnés. Il s'agit notamment de définitions essentielles demandées par les Etats Membres : « poste-frontière » (rédigée à la fin de la première session), « véhicule de transport terrestre » (y compris les trains, les bus, les camions et les automobiles) et « véhicule routier ». Elles figurent avec les autres définitions à l'article 1 de la proposition du Président.

6. Egalement pour répondre aux demandes des Etats Membres, il est proposé, à l'article 19, de nouveaux critères à prendre en considération par les Etats Parties pour déterminer s'il convient de désigner des postes-frontières qui acquerront les capacités des points d'entrée prévues à l'annexe 1B.

7. L'article 19 comprend un nouveau paragraphe 3.b), dans lequel les Etats Parties ayant des frontières communes sont encouragés à envisager « de désigner conjointement des postes-frontières adjacents pour les capacités décrites à l'annexe 1 » lorsqu'ils projettent de désigner des postes-frontières en application des articles 17 et 19.

## QUESTIONS CONNEXES A EXAMINER PLUS AVANT : CONSULTATIONS AVEC LES REPRESENTANTS DE L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS

8. Le Secrétariat étudie également la possibilité d'ajouter des dispositions ou des principes directeurs concernant les mesures sanitaires applicables aux moyens de transport terrestre, par exemple en consultation avec des organisations internationales représentant l'industrie des transports terrestres. Les questions à examiner sont notamment les suivantes :

- a) La possibilité d'appliquer les articles 23 (« Navires et aéronefs en transit ») et 25 (« Navires ou aéronefs aux points d'entrée », y compris la *libre pratique*) aux véhicules de transport terrestre tels que les trains ou les autobus, comme l'ont souhaité certains Etats Membres : cette question, sur laquelle aucun consensus n'a été trouvé lors de la précédente session, pose des problèmes complexes. Par exemple, seuls quelques Etats Membres ont demandé d'étendre les articles 23 et 25 aux véhicules de transport terrestre, mais certains éléments indiquaient que la capacité d'appliquer des mesures sanitaires à ces moyens de transport était une préoccupation centrale. Il est à noter, cependant, que les articles susmentionnés peuvent grandement limiter les options qui s'offrent aux Etats Parties d'appliquer des mesures sanitaires aux moyens de transport, de sorte que l'omission des moyens de transport terrestre dans ces articles facilite en fait la mise en place, par les Etats Parties, de contrôles sanitaires pour les véhicules de transport terrestre. En outre, comme il est indiqué plus haut, les Etats Parties ont des options de caractère général pour inspecter tous les types de

moyens de transport, y compris de transport terrestre, et leur appliquer des mesures sanitaires au titre d'autres articles et des annexes.<sup>1</sup> Il y a par ailleurs un risque d'interférence avec le trafic international si les règles concernant le transit ou la *libre pratique* sont appliquées à des modes de transport pour lesquels il y a peu de précédents (comme c'est le cas, par exemple, pour les transports maritimes).

b) La possibilité de prévoir une déclaration de santé pour les transports terrestres, ce qui demandera d'autres discussions techniques. Le titre d'une telle disposition figure entre crochets à l'article 35bis de la proposition du Président.

c) La possibilité d'énoncer des principes directeurs pour l'inspection des véhicules de transport terrestre et/ou les documents relatifs à ces inspections et de permettre ainsi une application plus homogène des mesures : comme précédemment, le risque est que le fait d'exiger de nouveaux documents de ce type ou une déclaration telle que celle mentionnée à l'alinéa b) crée une entrave importante au trafic international en l'absence de précédents utilisés dans le monde entier comme le Certificat de contrôle sanitaire de navire (certificat Deratting), la Déclaration maritime de santé et la partie de la Déclaration générale d'aéronef relative aux questions sanitaires.

= = =

---

<sup>1</sup> Il est à noter que la proposition du Président comprend aussi des dispositions qui concernent spécifiquement les « marchandises en transit » sans transbordement et dont l'application n'est pas limitée aux navires ou aux aéronefs.